

LETTRE DU RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres,

Le Bureau est heureux de vous retrouver pour une nouvelle année qu'il vous souhaite agréable et productive. Comme d'habitude, vous trouverez dans cette première Lettre de 2018 les informations relatives au droit international pour le mois précédent. Exceptionnellement, cette Lettre inclue également les jurisprudences du CIRDI pour le mois de novembre 2017, qui n'avaient pas pu être insérées dans la Lettre de décembre.

Comme vous le savez si vous suivez les activités du Réseau, les deux demi-journées des Jeunes chercheurs de la SFDI auront lieu cette année à l'Université Versailles-Saint-Quentin le 8 mars, avec pour thème « Santé et organisations régionales », et à l'Université Rennes I le 23 mars, sur le thème « Santé et nouvelles technologies ».

L'appel à contribution pour ces deux demi-journées, qui se terminait initialement le 15 janvier, a été **prolongé** jusqu'au **dimanche 28 janvier**. Pour ceux qui pouvaient hésiter à se porter candidat, vous avez donc jusqu'à cette date pour envoyer vos propositions de contribution. Vous pourrez trouver le texte de l'appel à contributions ainsi que l'ensemble des indications pratique sur [la page des jeunes chercheurs du site de la SFDI](#).

Nous avons démarré la publication des contributions présentées lors des précédentes demi-journées. Vous pouvez d'ores et déjà trouver sur [la page du Réseau](#) celles présentées en 2014 (« Développement et maintien de la paix et de la sécurité ») et 2015 (« Le précédent international devant les juridictions internationales »).

Enfin, nous vous rappelons la tenue du Colloque annuel de la SFDI, à l'Université de Rennes I du 31 mai au 1^{er} juin 2018, ainsi que son thème : « Droit international et santé ».

En espérant que vous trouverez plaisir à lire cette Lettre,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

Sommaire :

NOUVELLES EN VRAC.....	2
DERNIÈRES JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	3
CIRDI	3
Cour Pénale Internationale	4
Cour Européenne des Droits de l'Homme.....	5
Cour de Justice de l'Union Européenne.....	6
ACTIVITÉS DES INSTANCES DES NATIONS UNIES	8
Assemblée générale des Nations Unies.....	8
Conseil de sécurité des Nations Unies.....	8
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	9
Blogs de langue française.....	9
Blogs de langue anglaise.....	10
Blogs de langue espagnole.....	18
SUGGESTION DE (RE)LECTURE	18

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ La SFDI repose sur un réseau dont vous êtes acteurs, aussi l'annonce des soutenances est primordiale pour la diffusion scientifique ! [Une page](#) a spécialement été créée au sein du site de la SFDI.
- ❖ La diffusion scientifique étant un moteur essentiel de l'activité de la SFDI, celle-ci recherche des volontaires afin de traduire la page d'accueil du site internet (3 pages words) en anglais, en allemand. Si cela vous intéresse, écrivez-nous.
- ❖ La Deutsche Gesellschaft für Internationales Rechts (DGIR) et la Société française pour le droit international (SFDI) lancent un appel à contributions à destination des jeunes chercheurs pour l'Atelier qui se tiendra à l'Université de Strasbourg les 26 et 27 septembre 2018. Le sujet est « Le principe d'autodétermination un siècle après le traité de Versailles : d'hier à aujourd'hui – et demain ? ». La date limite d'envoi des propositions est fixée au 28 février 2018. Plus d'informations sur [le site de la SFDI](#).
- ❖ Académie de droit international de La Haye : les inscriptions pour les cours d'été sont toujours ouvertes. Le Cours général de droit international public sera donné par le Professeur Alain Pellet. Le Cours général de droit international privé sera donné par le Professeur Luca Radicati di Brozolo. Le programme complet est disponible à sur [le site de l'Académie](#). La date limite pour s'inscrire aux cours d'été est le 31 janvier 2018.
- ❖ Les inscriptions sont aussi ouvertes pour le Centre d'étude et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye. La session 2018 (20 août – 7 septembre 2018) portera sur : « Les inspections internationales ». Mme Anne-Laure Chaumette (Université Paris Nanterre) est directrice de recherche pour la section de langue française et M. Christian J. Tams (Université de Glasgow) directeur de recherche pour la section de langue anglaise. Le programme de recherche détaillé est disponible sur [le site de l'Académie](#). La date limite d'inscription est fixée au 31 mars 2018.
- ❖ L'Annuaire canadien de droit international lance un appel à contributions pour le tome 55 (2017). La date limite d'envoi est fixée au 31 janvier 2018, mais une publication en ligne au fil de l'eau est possible pour les articles reçus après cette date. Le texte de l'appel à contributions est disponible sur [le site de la SFDI](#).
- ❖ Le Cercle étudiant de la Société québécoise de droit international (SQDI) lance un appel à communication en vue de son 4e Colloque le **mardi 27 mars 2018 à l'Université McGill**. L'objectif premier de ce colloque est de permettre aux étudiant-e-s des cycles supérieurs, aux diplômé-e-s récent-e-s et aux postdoctorant-e-s de présenter leurs travaux de recherche en droit international public et privé. Ce colloque vise la stimulation des échanges sur des thèmes d'intérêts communs et le développement de liens entre étudiant-e-s de différents horizons. Les propositions doivent être envoyées **au plus tard le lundi 29 janvier 2018**. Plus d'informations sur [le site de la SFDI](#).

**DERNIÈRES JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT
INTERNATIONAL****CIRDI**

Avec la contribution de Vincent Bélier

Fouad Alghanim & Sons Co. for General Trading & Contracting, W.L.L. and Fouad Mohammed Thunyan Alghanim v. Hashemite Kingdom of Jordan, ICSID Case No. ARB/13/38 :

- Procedural Order No. 1, October 16th, 2014 ;
- Procedural Order No. 2 and dissent of Professor Kohen, November 24th, 2014 ;
- Procedural Order No. 3, September 1st, 2015 ;
- Procedural Order No. 4, December 17th, 2015 ;
- Procedural Order No. 5, March 3rd, 2016 ;
- Procedural Order No. 6, March 21st, 2016 ;
- Procedural Order No. 7, March 22nd, 2016 ;
- Procedural Order No. 8, April 1st, 2016 ;
- Procedural Order No. 9, April 7th, 2016 ;
- Procedural Order No. 10, April 12th, 2016 ;
- Award of the Tribunal, December 14th, 2017.

Lighthouse Corporation Pty Ltd and Lighthouse Corporation Ltd, IBC v. Democratic Republic of Timor-Leste, ICSID Case No. ARB/15/2 :

- Procedural Order No. 1, October 13th, 2015 ;
- Procedural Order No. 2, February 13th, 2016 ;
- Procedural Order No. 3, July 8th, 2016 ;
- Procedural Order No. 4, October 21st, 2016 ;
- Procedural Order No. 5, February 7th, 2017 ;
- Procedural Order No. 6, March 7th, 2017 ;
- Award, December 22nd, 2017.

Eco Oro Minerals Corp. v. Republic of Colombia, ICSID Case No. ARB/16/41 :

- Request for Arbitration, December 8th, 2016 ;
- Procedural Order No. 1, November 30th, 2017.

Fábrica de Vidrios Los Andes, C.A. and Owens-Illinois de Venezuela, C.A. v. Bolivarian Republic of Venezuela, ICSID Case No. ARB/12/21 :

- Decision on the Proposal to Disqualify L. Yves Fortier, Q.C., Arbitrator, May 5th, 2017 ;
- Award of the Tribunal, November 13th, 2017.

Gabriel Resources Ltd. and Gabriel Resources (Jersey) v. Romania, ICSID Case No. ARB/15/31 :

- Procedural Order No. 6, August 29th, 2017

Victor Pey Casado and President Allende Foundation v. Republic of Chile, ICSID Case No. ARB/98/2 :

- Decision on the Rectification of the Award, October 6th, 2017

BSG Resources Limited, BSG Resources (Guinea) Limited and BSG Resources (Guinea) SÀRL v. Republic of Guinea, ICSID Case No. ARB/14/22 :

- Procedural Order No. 15, November 7th, 2017

Sanum Investments Limited v. Lao People's Democratic Republic, ICSID Case No. ADHOC/17/1 :

- Procedural Order No. 3, November 14th, 2017 ;
- Procedural Order No. 4, November 27th, 2017.

Bear Creek Mining Corporation v. Republic of Peru, ICSID Case No. ARB/14/21 :

- Award, November 30th, 2017

Infinito Gold Ltd. v. Republic of Costa Rica, ICSID Case No. ARB/14/5 :

- Decision on Jurisdiction, December 4th, 2017

Görkem İnşaat Sanayi ve Ticaret Limited Şirketi v. Turkmenistan, ICSID Case No. ARB/16/30 :

- Order Taking Note of the Discontinuance of the Proceeding, December 12th, 2017

Lao Holdings N.V. v. Lao People's Democratic Republic, ICSID Case No. ARB(AF)/12/6 :

- Decision on the Merits of Claimants' Second Material Breach Application, December 15th, 2017

Cour Pénale Internationale

Avec la contribution d'Aurore Stephan

[CPI, ICC-02/05-01/09, Situation au Darfour, The Prosecutor v. Omar Hassan Ahmad Al Bashir, 11 décembre 2017](#)

Le 11 décembre 2017, la Chambre préliminaire II de la Cour pénale internationale a considéré que le Royaume hachémite de Jordanie, État partie au Statut de Rome de la CPI depuis 2002, a manqué à ses obligations en vertu du Statut. Il n'a pas exécuté la demande d'arrestation d'Omar Al-Bashir et ne l'a pas remis à la Cour alors qu'il était sur le territoire jordanien à l'occasion du Sommet de la Ligue des États arabes le 29 mars 2017. La chambre a décidé de renvoyer à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome et au Conseil de sécurité des Nations Unies cette non-coopération. Dans sa décision, la Chambre a rappelé que l'article 27 (2) du Statut, lequel rend inapplicable toute immunité fondée sur la qualité officielle de la personne poursuivie, était applicable au Soudan.

[CPI, ICC-01/04-01/06-3379-Red, Situation en République démocratique du Congo, The Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo, 15 décembre 2017](#)

Le 15 décembre 2017, la Chambre de première instance II a rendu une décision complémentaire à l'Ordonnance de réparation du 3 mars 2015. Cette dernière avait condamné Thomas Lubanga Dyilo à payer des réparations collectives aux victimes des crimes de guerre dont il a été reconnu coupable, à savoir la conscription, l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans le groupe armé UPC/FPLC et le fait de les faire participer activement à des hostilités. Dans sa décision du 15 décembre 2017, la Cour a fixé à 10 000 000 USD le montant des réparations collectives auxquelles le condamné est tenu. Après avoir rappelé que la portée de la responsabilité de la personne reconnue coupable est proportionnelle au préjudice causé et, notamment, à sa participation à la commission des crimes dont elle a été

reconnue coupable, dans les circonstances propres à l'affaire, la Chambre évalué le préjudice subi par 427 personnes reconnues comme victimes à 3 400 000 USD et a évalué la responsabilité de M. Lubanga, hors du préjudice subi par les personnes susmentionnées, à 6 600 000 USD. Le condamné étant indigent, la Chambre a invité le Conseil de direction du Fonds au profit des victimes (FPV) à étudier la possibilité d'affecter un montant supplémentaire à la mise en œuvre des réparations collective ainsi que la possibilité de collecter des fonds supplémentaires, en entrant notamment en contact avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo.

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Olga Bodnarchuk

[Chiragov et autres c. Arménie, GC, arrêt \(satisfaction équitable\) du 12 décembre 2017, req. n° 13216/05](#)

[Sargsyan c. Azerbaïdjan, GC, arrêt \(satisfaction équitable\) du 12 décembre 2017, req. n° 40167/06](#)

Dans ces affaires, la Cour octroie une satisfaction équitable en réitérant la nécessité d'adoption des mesures générales

Dans l'affaire contre l'Arménie, six requérants, ressortissants azerbaïdjanais, avaient saisi la Cour EDH en se plaignant de ne pas pouvoir accéder à leurs biens et à leur domicile qu'ils avaient été contraints de quitter en 1992 en raison du conflit dans le Haut-Karabakh. Dans l'affaire contre l'Azerbaïdjan, le requérant, ressortissant arménien, avait saisi la Cour EDH en se fondant sur les faits semblables.

Dans ses arrêts rendus au principal le 16 juin 2015, la Cour EDH avait conclu à la violation continue des articles 8 et 13 et de l'article 1 du Protocole n° 1. Le 12 décembre, la Cour EDH s'est prononcée à l'unanimité en faveur de l'obligation pour le gouvernement arménien de verser 5 000 euros à chaque requérant pour dommage matériel et moral et 28 642, 87 livres sterling pour frais et dépens. De même, elle se prononce pour l'obligation faite au gouvernement azerbaïdjanais de verser au requérant 5 000 euros pour dommage matériel et moral et 30 000 euros pour frais et dépens.

Ces affaires constitueront les affaires de principe qui serviront de modèle pour des centaines d'affaires semblables. S'agissant du raisonnement, la Cour souligne l'importance du principe de subsidiarité. Ainsi, sur le plan politique, la Cour EDH a rappelé qu'il relève de la responsabilité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan de trouver un règlement pacifique au conflit du Haut-Karabakh dans lequel les deux États sont impliqués. Sur le plan juridique, le principe de subsidiarité implique que les États reconnaissent les droits et libertés garantis par la Convention à toute personne relevant de leur juridiction. Or, le manquement des gouvernements à leurs obligations conventionnelles et aux engagements pris lors de leur adhésion au Conseil de l'Europe a amené la Cour à agir comme une juridiction de première instance en ce qui concerne l'établissement des faits, l'appréciation des preuves et le calcul de l'indemnité pécuniaire. Cela étant, la Cour a réitéré que l'exécution effective des arrêts au principal commande la mise en œuvre d'un mécanisme au niveau national permettant aux personnes dans la même situation d'obtenir le rétablissement de leurs droits sur leurs biens et une indemnisation pour la perte de jouissance de ces droits.

[Comité des Ministres, Résolution intérimaire CM/ResDH\(2017\)429, 7 décembre 2017, Exécution de la décision de la Cour européenne des droits de l'homme, Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan](#)

L'obligation de la République d'Azerbaïdjan d'exécuter un arrêt de la Cour EDH

Dans sa Résolution intérimaire du 5 décembre 2017, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a saisi pour la première fois la Cour EDH en vertu de l'article 46 § 4 de la Convention. Le Comité des Ministres, ayant mis en demeure la République d'Azerbaïdjan par la Résolution intérimaire CM/ResDH(2017)379 du 25 octobre 2017, a appelé la Cour à répondre à la question de savoir si la République d'Azerbaïdjan ne s'est pas conformée à son obligation en vertu de l'article 46 § 1 dans l'arrêt *Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan* du 25 mai 2014.

Dans ce dernier, la Cour avait examiné le cas de M. Mammadov, cofondateur d'un parti de l'opposition et candidat éventuel aux élections présidentielles, qui avait été condamné à sept ans d'emprisonnement pour l'organisation de troubles à grande échelle et violences contre des agents publics. La Cour, estimant que le véritable but de l'arrestation et de la détention de M. Mammadov était de le réduire au silence ou de le punir pour avoir critiqué le gouvernement, a conclu à la violation des articles 5 § 1, 5 § 4, 6 § 2 et 18 combiné avec l'article 5 de la Convention. À la suite de l'arrêt de la Cour, la République d'Azerbaïdjan est en passe d'adopter les mesures générales correspondantes. Concernant les mesures individuelles, l'État s'est conformé à l'arrêt de la Cour s'agissant du paiement de la satisfaction équitable et de la réouverture de la procédure pénale contre M. Mammadov. Or, la procédure s'est achevée le 18 novembre 2016 devant la Cour Suprême sans que cette dernière n'ait tiré les conséquences de l'arrêt de la Cour européenne. Ilgar Mammadov reste donc emprisonné sur la base de la procédure viciée. Ainsi, le Comité des Ministres a considéré « que, dans ces circonstances, en n'ayant pas assuré à la libération inconditionnelle du requérant, la République d'Azerbaïdjan refuse de se conformer à son obligation en vertu de l'article 46 § 1 ».

La Grande Chambre, ayant reçu la demande officielle le 11 décembre 2017, va ainsi être amenée à se pencher sur la question. Si la plus haute formation conclut à une violation du fait que l'État ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour, l'affaire sera renvoyée au Comité des Ministres pour qu'il examine les mesures à prendre. Dans le cas contraire, l'affaire sera également renvoyée au Comité qui décidera de clore son examen.

Cour de Justice de l'Union Européenne

[Protect Natur-, Arten- und Landschaftsschutz Umweltorganisation c/ Bezirkshauptmannschaft Gmünd, arrêt rendu le 20 décembre 2017, aff. C-664/15](#)

Dans cette affaire, la Cour est amenée à se prononcer sur les conditions dans lesquelles les organisations civiles de protection de l'environnement peuvent se prévaloir des droits à la participation du public à la prise de décisions en matière environnementale contenus dans la Convention d'Aarhus, dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2000/60/CE relative au maintien et à l'amélioration de l'environnement aquatique de la Communauté.

Dans son arrêt, la Cour interprète l'article 9, §3, de la Convention, lu conjointement avec l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, dans le sens qu'une organisation de défense de l'environnement dûment constituée et fonctionnant conformément aux exigences prévues par le droit national doit pouvoir contester devant une juridiction une décision d'autorisation d'un projet susceptible d'être contraire à l'obligation de prévenir la détérioration de l'état des masses d'eau telle

qu'imposée par la directive 2000/60/CE, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

En l'espèce, la Cour en tire la conséquence que ces dispositions doivent être interprétées comme s'opposant à un droit procédural national qui exclut, dans une situation telle que celle en cause au principal, les organisations de défense de l'environnement du droit de participation, en tant que partie à la procédure, à une procédure d'autorisation visant à mettre en œuvre la directive 2000/60 et qui limite le droit de recours pour contester des décisions issues d'une telle procédure aux seules personnes ayant cette qualité.

La Cour conclut également que, sous réserve de vérification par la juridiction nationale des éléments de fait et de droit national pertinents, ces dispositions doivent être interprétées comme s'opposant à l'imposition, dans une situation telle que celle en cause au principal, à une organisation de défense de l'environnement d'une règle de droit procédural national de forclusion, en vertu de laquelle une personne est déchue de sa qualité de partie à la procédure et ne peut donc introduire un recours contre la décision issue de cette procédure si elle a omis de faire valoir ses objections en temps utile dès la procédure administrative et, au plus tard, lors de la phase orale de cette procédure.

ACTIVITÉS DES INSTANCES DES NATIONS UNIES

Assemblée générale des Nations Unies

Au vu des 249 résolutions adoptées par l'AGNU en décembre 2017, nous vous proposons ce [lien direct](#) vers la liste des résolutions indiquant le thème de chacune d'elles.

Conseil de sécurité des Nations Unies

[S/RES/2397\(2017\)](#) : Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée

[S/RES/2396\(2017\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

[S/RES/2395\(2017\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

[S/RES/2394\(2017\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2393\(2017\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2392\(2017\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

[S/RES/2391\(2017\)](#) : Paix et sécurité en Afrique

[S/RES/2390\(2017\)](#) : La situation concernant l'Iraq

[S/RES/2389\(2017\)](#) : La situation dans la région des Grands Lacs

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

MULTIPOL

Olivier BEAUVALLET, « [OUVRAGE : O. Beauvallet \(dir.\), Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale](#) », 23 décembre 2017.

Catherine MAIA, « [ACTU : L'Assemblée générale de l'ONU déclare sans effet juridique toute décision visant à modifier le caractère de la ville de Jérusalem](#) », 21 décembre 2017.

Emmanuel DECAUX, « [OUVRAGE : Réciprocité et universalité : sources et régimes du droit international des droits de l'homme. Mélanges en l'honneur du professeur Emmanuel Decaux](#) », 18 décembre 2017.

Catherine MAIA, « [ACTU : L'Assemblée des États parties déclenche la compétence de la Cour pénale internationale pour le crime d'agression](#) », 16 décembre 2017.

Philipp KASTNER, « [OUVRAGE : P. Kastner \(ed.\), International Criminal Law in Context](#) », 14 décembre 2017.

Ernst DIJXHOORN, « [OUVRAGE : E. Dijkhoorn, Quasi-State Entities and International Criminal Justice: Legitimising Narratives and Counter-Narratives](#) », 10 décembre 2017.

Mathias FORTEAU, Jean-Marc THOUVENIN, « [Traité de droit international de la mer](#) », 6 décembre 2017.

Etienne HENRY, « [OUVRAGE : E. Henry, Le principe de nécessité militaire : histoire et actualité d'une norme fondamentale du droit international humanitaire](#) », 2 décembre 2017.

Liberté, Libertés chéries

[CEDH : Première procédure en manquement](#), 21 décembre 2017.

[Consultation habituelle de sites terroristes : saison 2](#), 17 décembre 2017.

[La vidéosurveillance dans les amphis](#), 15 décembre 2017.

CREDOF

Ghislain MABANGA, « [La parole politique de l'accusé, épée de Damoclès sur son droit à la liberté ? Le cas de l'affaire Laurent Gbagbo. Droit à la liberté de la personne poursuivie \(Art. 58-1 et 60-2 du Statut de Rome de la CPI\)](#) », 22 décembre 2017.

Béatrice DELZANGLES et Sophie GROSBON, « [Entreprises et droits de l'Homme. Actualités des organes onusiens de protection des droits de l'Homme](#) », 4 décembre 2017.

Jus Politicum

Pierre AURIEL, « [Détenir pour dissuader : la rétention des “Dublinés”](#) », 18 décembre 2017.

Géraldine GIRAUDEAU, « [Que peut-on attendre du référendum de 2018 sur la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie ?](#) », 13 décembre 2017.

Wojciech ZAGORSKI, « [Une réforme de la justice en trompe l’œil : la déconstruction de l’Etat de droit en Pologne](#) », 7 décembre 2017.

Pascal GUILLON, « [Réformer la Chambre des communes ? Le point de vue du Speaker](#) », 1^{er} décembre 2017.

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Vinc. D. Okila

AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law

Anne Peters, « [Introduction to Symposium on Global Animal Law, Part II: The Case for Global Legal Animal Studies](#) » ; sur le même sujet, Kristen Stilt ([ici](#)), Stefan Kirchner ([ici](#)), Radha Ivory ([ici](#)) et Charlotte Blattner ([ici](#)), 18 décembre 2017

ASIL Insights - American Society of International Law

Sabrina Ragone, « [The Catalan Referendum on Independence: A Constitutional Conundrum](#) », 20 décembre 2017

Sital Kalantry et Maithili Pradhan, « [Veil Bans in the European Court of Human Rights](#) », 20 décembre 2017

*Asser International Sports Law blog
Our International Sports Law Diary*

Tomáš Grell, « [Human Rights as Selection Criteria in Bidding Regulations for Mega-Sporting Events – Part I: IOC and UEFA](#) », 20 décembre 2017

Tomáš Grell, « [International and European Sports Law – Monthly Report – November 2017](#) », 18 décembre 2017

Ben Van Rompuy et Antoine Duval, « [Statement on the European Commission's ISU Decision](#) », 8 décembre 2017

Ryan Gauthier, « [A Good Governance Approach to Stadium Subsidies in North America](#) », 5 décembre 2017

Berkeley Journal of International Law Blog

Michael Ristaniemi, « [Constructing a Framework for Globally Sustainable Business](#) », 27 décembre 2017

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

Umut Özsu, « [B. S. Chimni's "Relatively Autonomous" International Law](#) », 27 décembre 2017. Sur le même thème, Bhupinder Chimni ([ici](#)), Robert Knox ([ici](#)), Akbar Rasulov ([ici](#)) et Konstantina Tzouvala ([ici](#)), respectivement le 28 et 29 décembre 2017

Annalisa Savaresi, Ioana Cismas et Jacques Hartmann, « [The Philippines Human Rights Commission and the 'Carbon Majors' Petition](#) », 22 décembre 2017

Jens Iverson, « [The Possibility of Disclosing Findings After a Detainee Dies in International Criminal Proceedings](#) », 21 décembre 2017

Kai Ambos et Susann Aboueldahab, « [Foreign Jurists in the Colombian Special Jurisdiction for Peace: A New Concept of Amicus Curiae?](#) », 21 décembre 2017

Kieran Tinkler, « [Understanding the Use of Zones and the Concept of Proportionality: Enduring Lessons from the Falklands War](#) », 13 décembre 2017

Anthea Roberts, « [UNCITRAL and ISDS Reform: Pluralism and the Plurilateral Investment Court](#) » et « [Not Business as Usual](#) », respectivement le 11 et 12 décembre 2017

Helen McDermott, « [Interview with Merris Amos on her Article "The Value of the European Court of Human Rights to the United Kingdom"](#) », 7 décembre 2017

Joris Larik, « [Brexit and the Transatlantic Trouble of Counting Treaties](#) », 6 décembre 2017

Işil Aral, « [Resignation of Mugabe: A Military Coup or a Legitimate Expression of the People's Will?](#) », 5 décembre 2017

Stefan Barriga, « [Election Rules for ICC Judges: A Balanced Bench Through Quasi-Quotas](#) », 5 décembre 2017

Nikolas Stürchler et Michael Siegrist, « [A "Compliance-Based" Approach to Autonomous Weapon Systems](#) », 1er décembre 2017

Embassy Law – Blog

« [FSIA Dispute Over 142-Year-Old Bonds](#) », 30 décembre 2017

« [U.S. Federal Courts and Subject-Matter Jurisdiction](#) », 9 décembre 2017

ESIL Reflections- European Society of International Law

Maiko Meguro, « [Distinguishing the Legal Bindingness and Normative Content of Customary International Law](#) », décembre 2017

Andrea Leiter, « [The Silent Impact of the 1917 Revolutions on International Investment Law](#) », décembre 2017

EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law

Michał Krajewski, « [‘Conditional’ Primacy of EU Law and Its Deliberative Value: An Imperfect Illustration from Taricco II](#) », 18 décembre 2017

Eduardo Gill-Pedro, « [A Fundamental Right to Tax Enforcement? A response to Prof. Capaldo](#) », 13 décembre 2017

Hannes Lenk et Szilárd Gáspár-Szilágyi, « [Case C-600/14, Germany v Council \(OTIF\). More Clarity over Facultative ‘Mixture’?](#) », 11 décembre 2017

Giuliana Ziccardi Capaldo, « [The Global Fight against Impunity and the European Court of Justice: A New Approach to Tax Fraud as a Crime against Human Rights](#) », 8 décembre 2017

Justin Jütte, « [Mere accessibility of a website does not trigger jurisdiction for injunctions when personality rights are infringed \(ECJ, C-194/16, Bolagsupplysningen/Ilsjan\)](#) », 6 décembre 2017

Global Health Law Groningen

Brigit Toebes, « [Sugar Sugar – don’t be misled / laat je niet misleiden](#) », 9 décembre 2017

Herbert smith freehills - Public international law blog

Mark Shillito et al., « [CJEU ruling in Coty – Greater Online Protection for luxury Goods Suppliers](#) », 12 décembre 2017

Joel Smith et al., « [CJEU rules that a Cloud based Service for remote Recording is a Communication to the Public and so must obtain the Rights Holders' Consent](#) », 4 décembre 2017

International Judicial Monitor

Jennifer Trahan, « [Historic Activation of the International Criminal Court's Crime of Agression: The Assembly of States Parties Decides to Activate the ICC's 4th Crime](#) », décembre 2017

Richard A. Goldstone, « [Columbia Peace Process Should Move Forward to Prevent Further Violence](#) », décembre 2017

James G. Apple, « [The OAS/ABA Cooperation Agreement – Important for the Future of International Law Around the World](#) », décembre 2017

Richard Ashby Wilson, « [The Hartford Guidelines on International Speech Crimes](#) », décembre 2017

Iva Vukusic, « [ICMP: Bringing Some Closure to Families of Missing Persons](#) », décembre 2017

Mehrdad Mohamad, « [The Ramsar Convention and Wetlands Protection](#) », décembre 2017

Stephen C. Neff, « [The Ire of Il Duce and the First Crisis of the League of Nations](#) », décembre 2017

James G. Apple, « [Henry Wheaton, Jurist, United States](#) », décembre 2017

James G. Apple, « [Strasbourg, France – Center of European Law Activity](#) », décembre 2017

International Law Blog

Giulia Pecorella, « [The UK and the right to life: Some preliminary remarks on the UK Government's observations on the Draft General Comment no 36](#) », 20 décembre 2017

Michelle Coleman, « [The Criminality of the Catalan Independence Referendum](#) », 20 décembre 2017

IntLawGrrls

Sital Kalantry, « [Veil Bans in the European Court of Human Rights](#) », 20 décembre 2017.

Valerie Oosterveld, « [Prosecuting Sexual Violence at the Special Court for Sierra Leone](#) », 18 décembre 2017

Valerie Oosterveld, « [ICC Assembly of States Parties Symposium 2017](#) », 4 décembre 2017. L'auteur sur le même thème ([ici](#)), ([ici](#)), ([ici](#)), ([ici](#)), ([ici](#)), ([ici](#)), ([ici](#)) et ([ici](#)), entre le 04 et le 15 décembre 2017. D'autres auteurs sur le même thème, Catherine Savard ([ici](#)) et ([ici](#)), 5 décembre 2017; Isabelle Jacovella Rémillard ([ici](#)), Silviana Cocan ([ici](#)) et ([ici](#)), Milena Sterio ([ici](#)) et Leila Nadya Sadat et Fizza Batool ([ici](#)), du 6 au 22 décembre 2017

Sophie Gagné, « [Élection d'une juge canadienne à la Cour pénale internationale : Qui est Kimberly Prost?](#) », 14 décembre 2017

Geneviève Geneau, « [The difficult achievement of the fight against impunity in Mali](#) », 11 décembre 2017

Nicole Tuczynski, « [Reflecting on the Legacy of the ICTY: The Past \(24 Years\) and the Future](#) », 11 décembre 2017

Jenny Poon, « [The Crime of Aggression under International Criminal Law: Links with Refugee Law](#) », 10 décembre 2017

Nani Jansen Reventlow, « [Digital rights are human rights](#) », 10 décembre 2017

Annika Weikinnis, « [The OTP's Preliminary Examinations & Burundi's Withdrawal from the ICC](#) », 8 décembre 2017

Rosemary Grey, « [Preliminary examinations: A closer look at one of the most important parts of the ICC Office of the Prosecutor's work](#) », 8 décembre 2017

Silviana Cocan, « [Fighting against impunity: The Mutual Legal Assistance initiative for domestic prosecution of the most serious crimes](#) », 7 décembre 2017

Nicole Tuczynski, « [The ICC in the Context of Libya: Principle of Complementarity, Al-Senussi and Deterrence](#) », 6 décembre 2017

Kluwer Arbitration Blog

John Balouziyeh, « [Judicial Reform in Saudi Arabia: Recent Developments in Arbitration and Commercial Litigation](#) », 31 décembre 2017

Anne-Karin Grill, « [Mind the Label: Loyalists and Reformists and ISDS](#) », 29 décembre 2017

Daniel Waldek, « [The Quest for Uniformity in Ethical Standards for Party Representatives in International Arbitration](#) », 28 décembre 2017

Catherine A. Rogers, « [The Key to Unlocking the Arbitrator Diversity Paradox?: Arbitrator Intelligence](#) », 27 décembre 2017

Danilo Ruggero Di Bella, « [How to Enforce an ICSID Award in Spain: The Legal Framework, the Competent Authority, and the Procedure](#) », 22 décembre 2017

Napoleão Casado Filho, « [The Duty of Disclosure and Conflicts of Interest of TPF in Arbitration](#) », 23 décembre 2017

Marika R. P. Paulsson, « [Enforcement of Annulled Awards: A Restatement for the New York Convention?](#) », 21 décembre 2017

Wasiq Abass Dar, « [Has the Public Policy Exception Returned to Haunt Indian Courts?](#) », 20 décembre 2017

Daniela Páez-Salgado, « [Four Key Takeaways of the Decision in Bear Creek Mining Corp v Republic of Peru](#) », 16 décembre 2017

Hongjoong (Paul) Kim, « [Korean Government's Vigorous Move to Nurture Arbitration "Industry"](#) », 17 décembre 2017

Marc Krestin, « [Third-Party Funding In International Arbitration: To Regulate Or Not To Regulate?](#) », 12 décembre 2017

Anne-Karin Grill et Sebastian Lukic, « [Towards a Post-Arbitration Age: The European Commission's Fast-Track Reform of Investment Dispute Settlement](#) », 11 décembre 2017

Christopher Campbell, « [A Beacon in the American South: International Business Disputes in an Era of Receding Globalism](#) », 10 décembre 2017

Kartikey M. and Rishabh Raheja, « [Recognition of Summary Procedures under the ICC Rules: Considerations, Comparisons and Concerns](#) », 4 décembre 2017

Enrique Jaramillo, « [NAFTA Negotiations: Are U.S. Energy Companies Being Left to Their Fate?](#) », 2 décembre 2017

leiden law blog

Dimitra Stefoudi, « [50 years of Space Law: The 1967 Outer Space Treaty](#) », 20 décembre 2017

Manel Moya Noguera, « [Catalan Elections: Independence or Self-Government](#) », 19 décembre 2017

Christina Peristeridou et Jannemieke Ouwerkerk, « [A Bridge over Troubled Water - a criminal lawyers' response to Taricco II](#) », 16 décembre 2017

Cees de Groot, « [Brexit: the Government of the United Kingdom and the EU honour the Belfast Agreement of 1998](#) », 15 décembre 2017

Reeda Halawi, « [Terrorism, International Criminal Tribunals & the Role of the Special Tribunal for Lebanon](#) », 13 décembre 2017

Wiebke Judith, « [Europe's Wall – How Spain Constantly Violates Migrant's Human Rights](#) », 12 décembre 2017

Ruben de Graaff et Dorine Verheij, « [EU Regulations and the Dutch Civil Code](#) », 7 décembre 2017

Library blog - Peace Palace Library

N. Sarican, « [A Historic Moment for International Criminal Justice: ICC Jurisdiction Activated over the Crime of Aggression](#) », 15 décembre 2017

Rens Steenhard, « [Jerusalem and International Law: A Bibliographic Overview](#) », 7 décembre 2017

Opinio Juris

Kevin Jon Heller, « [How Did Carter Page Get a PhD from SOAS?](#) », 31 décembre 2018

Kevin Jon Heller, « [Against \(False\) Consensus — the ASP and the Aggression Amendments](#) », 11 décembre 2018. Sur le même thème, Gregory Gordon ([ici](#)), Kevin Jon Heller ([ici](#)), ([ici](#)) et ([ici](#)) et Jennifer Trahan ([ici](#)), respectivement le 11, 14, 15 et 16 décembre 2017

Jeffrey Biller, « [Cyber Operations and GCII Article 18's "End of Engagements" Clause](#) », 5 décembre 2017. Sur le même thème, Mohammad Hadi Zakerhossein ([ici](#)) et Jeffrey Biller ([ici](#)), 20 décembre 2017

Kevin Jon Heller, « [A Potentially Serious Problem with the Final Decision Concerning Comoros](#) », 1er décembre 2017

Pace International Law Review Blog

Erin Novak, « [The End of DACA: A Look Around the World](#) », 7 décembre 2017

Strasbourg Observers

Lize R. Glas, « [The Committee of Ministers goes nuclear: infringement proceedings against Azerbaijan in the case of Ilgar Mammadov](#) », 20 décembre 2017

Corina Heri, « [Merabishvili, Mammadov and Targeted Criminal Proceedings: Recent Developments under Article 18 ECHR](#) », 15 décembre 2017

Eva Brems, « [Skullcap in the Courtroom: A rare case of mandatory accommodation of Islamic religious practice](#) », 11 décembre 2017

Jonathan McCully, « [The European Court & Defamation of the Dead: searching for clarity](#) », 8 décembre 2017

Claire Poppelwell-Scevak, « [Same Same But Different: A heterosexual couple denied registered partnership by the ECtHR](#) », 5 décembre 2017

The LAW OF NATIONS

Quentin Declève, « [The view from France: Arbitral awards – Supreme Court rules on commercial contract vitiated by corruption](#) », 15 décembre 2017

Mikhail Vishnyakov, « [English Court examines approach to interpretation of foreign law](#) », 12 décembre 2017

Lea Main-Klingst, « [Fleeing by sea: the legal way forward](#) », 7 décembre 2018

Hannah Ambrose et Joel Halliday, « [State and diplomatic immunity: UK Supreme Court confirms limited scope in employment claims](#) », 5 décembre 2017

Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen

Manuela Niehaus, « [Nature as a bearer of rights – a legal construction in pursuit for better environmental protection?](#) », 27 décembre 2017

Saeed Bagheri, « [Self-Defence Against the PKK? The Turkish Approach to International Law](#) », 22 décembre 2017

Kanad Bagchi et Lovish Garg, « [The winds in New York have not changed after the recent ICJ elections](#) », 13 décembre 2017

Simon Blätgen, « [Can we detect paradigmatic shifts when we see them? Observations from an interdisciplinary workshop on norm and value changes](#) », 6 décembre 2017

Frauke Renz, « [Quo Vadis PMSC? The way forward in dealing with Private Military and Security Companies: A response to Prof. Sossai's assessment of the legal side effects of privatized war](#) », 4 décembre 2017

Blogs de langue espagnole

[Corte IDH](#)

Alvaro Paúl DÍAZ, « [¿Continuará la CIDH comunicando casos que somete a la Corte IDH?](#) », 19 décembre 2017.

SUGGESTION DE (RE)LECTURE

En vue des demi-journées 2018 du Réseau des jeunes chercheurs et du colloque annuel de la SFDI, nous vous proposons ce mois-ci un article du Professeur Michel Bélanger consacré à la naissance du droit international de la santé :

Michel BELANGER « [Réflexions sur la réalité du droit international de la santé](#) », Revue Québécoise de Droit international, 1985, vol. 2, pp. 19-62.